

# Lot. Un rassemblement pour demander la réouverture de la voie ferrée Capdenac-Cahors

Publié le 27 Jan 2021

*Vendredi 29 janvier 2021 à 16 h, syndicat CGT, cheminots, associations locales d'usagers et de défense du rail donnent rendez-vous à la gare de Capdenac-Gare pour un grand rassemblement, avec pour principal grief, la demande d'un moratoire pour la réouverture de la voie ferrée Capdenac – Cahors.*

*Un projet alternatif qui lie développement économique local et environnement sera présenté à cette occasion.*

## Enjeux de mobilité et relance du fret

Au travers d'un communiqué, les organisateurs de ce rendez-vous reviennent sur les motivations à la réouverture de cette ligne ferroviaire, où plus aucun autorail ne circule depuis 2003 (train touristique de l'association Quercyrail).

Pour les habitants de Cahors, Capdenac, et des villages de la vallée du Lot desservis par la ligne, les enjeux de mobilité (à coût raisonnable), de sécurité, et d'alternative au « tout voiture » sont mis en avant, ajoutant qu'« aujourd'hui, c'est sur les routes départementales que le trafic s'effectue. **Cette situation est dangereuse et contraire à toute volonté de développement durable** (1 train = 40 camions = 9 fois moins de CO2) ».

Dans le contexte actuel lié à la relance du fret, ils démontrent également l'utilité de la ligne. « **Cette ligne sera un atout majeur pour les entreprises proches de cet axe ferroviaire.** Les enjeux pour nos départements en matière de produits agricoles, produits de carrière, bois, déchets... sont considérables. »

## « la voie verte, un non-sens écologique et économique »

Défenseurs et usagers du rail soulignent sa pertinence pour un aménagement du territoire cohérent. « Cette ligne permettra de créer un lien entre les départements du Lot, de l'Aveyron, et du Cantal. Elle sera un atout économique non négligeable en cette période de crise majeure en favorisant le désenclavement de nos territoires. Le développement touristique avec le train permettra une complémentarité avec d'autres modes de transport (bateau, vélo...). Des élus portent un projet de transformation de cette ligne en voie verte. Ce serait un non-sens écologique et économique. **Une vision du monde d'avant, sans avenir, coûteux pour les communes traversées qui devraient financer l'entretien et la mise en sécurité des 51 passages à niveau, 234 ouvrages d'art (dont 14 tunnels), 4 grands ponts à tablier métallique...** »

Le communiqué conclut sur le désengagement de Réseau Ferré de France et témoigne de l'attachement des cheminots et usagers à ce patrimoine ferroviaire.

[SÉBASTIEN CASSES]